

Économie et société, par FRANÇOIS PERROUX. Un vol., 5 po. x 7½, relié, 186 pages — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boul. Saint-Germain, Paris, France, 1960

Alice Ponzanska

Volume 37, numéro 2, juillet–septembre 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001646ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001646ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ponzanska, A. (1961). Compte rendu de [*Économie et société*, par FRANÇOIS PERROUX. Un vol., 5 po. x 7½, relié, 186 pages — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boul. Saint-Germain, Paris, France, 1960]. *L'Actualité économique*, 37(2), 379–380. <https://doi.org/10.7202/1001646ar>

Cependant, il y a une chose qui, à notre avis, demeure impardnable: on consacre toute une section à la structure administrative et il n'y a aucun article sur le système municipal. Il nous semble que l'organisation publique, chez nous, ne peut être analysée complètement sans un examen de ce régime de décentralisation administrative. Crawford, Plunkett, Brittain ou un autre auraient pu être utilisés avec profit. Rien non plus sur la gérance municipale ni sur l'administration métropolitaine. Également, en matière de relations administratives fédérales-provinciales et provinciales-municipales, au lieu du tableau de Taylor, il y aurait peut-être eu moyen d'utiliser le Rapport Tremblay quelque part! Sans compter que la minorité aurait ainsi apporté sa contribution à l'œuvre présentée.

De plus, puisque, compte tenu du faible volume de littérature valable en la matière, on a puisé largement dans les rapports annuels de l'Institut d'Administration publique du Canada — ils sont d'ailleurs fort intéressants —, il nous paraît qu'en matière d'élaboration du processus budgétaire, G. Stead ou A. Johnson auraient eu leur place.

Dans la dernière partie, soulignons l'excellent article d'un des deux auteurs (Hodgetts) sur le rôle du fonctionnaire dans l'élaboration des politiques publiques. Enfin, nous aurions aimé lire dans la même section, un article de Frank Scott sur l'aspect judiciaire de l'action administrative.

Roch Bolduc

Économie et société, par FRANÇOIS PERROUX. Un vol., 5 po. × 7½, relié, 186 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boul. Saint-Germain, Paris, France, 1960.

Dans le monde actuel, on assiste à un certain renversement des anciennes valeurs et à l'apparition de nouveaux mobiles qui donnent, en quelque sorte, un aspect différent à l'ensemble de la vie économique.

Ainsi, comme le souligne François Perroux, autant dans les États capitalistes que communistes et totalitaires, la recherche du gain s'efface souvent derrière la notion du don, qui escompte non pas des avantages matériels immédiats, mais vise davantage à des réalisations d'ordre social.

L'objectif traditionnel, basé sur la recherche du profit matériel, tend à s'effacer devant des objectifs d'envergure internationale, tels que des dons et des échanges qui ont surtout pour but d'éviter une guerre éventuelle, ou plus simplement de favoriser le passage d'un jeune État, devenu récemment indépendant, dans l'orbite du camp communiste.

Le phénomène ne s'exerce pas sans pressions et sans heurts; néanmoins il persiste grâce notamment à l'effort des groupes qui prouvent ainsi leur capacité de servir des intérêts collectifs.

Selon François Perroux, «l'échange de la société marchande est dépassé dans la vision commune des Occidentaux; elle est l'image de contraintes et de raretés surmontées ensemble, donnant toute ses chances à une sorte de gratuité à laquelle l'homme aspire pour se donner à une œuvre supérieure et, à travers elle, à autrui».

Dans la perspective de l'économie capitaliste d'aujourd'hui, cette réalité «des dons», contraire de prime abord aux objectifs des théories des échanges internationaux qui ont pour but ultime la réalisation des profits, s'insère tout naturellement et d'une façon définitive. Il ne s'agit plus, en effet, de la spéculation profitable à l'échelle individuelle et nationale, mais d'un équilibre général qui reste soumis aux conditions d'interdépendances des sociétés, qui doivent, en premier lieu, atteindre un certain niveau économique souhaitable.

Toutefois, dans la politique des dons, l'arbitraire peut jouer un rôle qui donnerait à celle-ci l'aspect d'une exploitation déguisée. Ainsi, tout en offrant des surplus d'une denrée qu'il lui est difficile de vendre à un prix avantageux, ou tout simplement acceptable, un État pourra escompter en retour des avantages notables.

Dans le cadre de la concurrence monopolistique où l'offre et la demande sont soumises à l'impératif du niveau des prix, le prix lui-même subira des transformations, c'est-à-dire sera contraint à des ajustements et à des adaptations.

Dans le régime de la concurrence non monopolistique, l'introduction de la notion du «don» provoquera des sacrifices en vue de la recherche d'un équilibre englobant les mesures anciennes et nouvelles. À l'inspiration susceptible de provoquer l'adhésion des individus à des valeurs politiques nouvelles, on a préféré l'emploi correct des moyens.

Dans les pays communistes, on observe parallèlement des réalisations dont le coût élevé n'est pas justifiable par d'autres objectifs que ceux d'ordre psychologique ou sociologique, d'une façon générale.

Selon François Perroux, il devient donc de plus en plus faux de croire que les gens travaillent uniquement pour gagner un meilleur salaire; bien au contraire, d'autres valeurs semblent de plus en plus affirmer leur poids.

Le rôle des institutions doit par le fait même évoluer également et rechercher, surtout à l'échelle des États, une unité avec les individus, dans toute action économique et politique. On assiste, en quelque sorte, à la naissance de sociétés neuves, dans le cadre de l'Occident, qui tendent à obtenir la même confiance dans l'action et le but commun, que celles dont se vantent les régimes totalitaires.

La différence fondamentale consiste dans le fait que les pays occidentaux veulent réaliser leur évolution sans faire appel à l'oppression et à la contrainte, en suivant une politique de réconciliation entre adversaire et d'une progression par étapes.

Économie et société se termine par une citation d'Alain: «Il n'est de progrès qu'en liberté». Cette idée résume l'ouvrage d'une façon magistrale. À une époque où s'affirme un pessimisme exagéré à l'égard des institutions démocratiques et des économies capitalistes, le travail de François Perroux représente un apport des plus constructifs. On peut en outre l'opposer à la thèse selon laquelle le capitalisme serait désormais voué à la disparition. L'auteur démontre en effet que l'évolution économique actuelle constitue déjà en elle-même la garantie des réalisations présentes et futures.

Alice Ponzanska